



LES ASSURANCES EN TEMPS DE PANDÉMIE, UN DÉFI CONSÉQUENT

Mis à mal lors de la pandémie de Covid-19, les assureurs ont parfois attiré les foudres de la presse vis – à – vis de leurs engagements. En effet, les calculs de risques ne prenant pas en compte les risques de pandémie mondiale, ceux-ci ont dû désespérément s’en remettre à des pratiques qui ont fait couler beaucoup d’encre.

Des assureurs attendus au tournant.

Dès le 13 avril dernier, dans son allocution aux Français, le président de la République Emmanuel, Macron, annonçait : « *Les assureurs doivent être au rendez-vous de cette mobilisation économique, j’y serai attentif* ». En effet, dans cette pandémie, nombreux sont ceux qui ont clamé vouloir faire recours aux assurances : plus de 2 milliards d’euros de pertes étaient annoncés comme première estimation par la Fédération Française de l’Assurance (FFA) en mai 2020.

Cela représente, certes, une somme colossale. Cependant, le secteur de l’assurance français est reconnu mondialement comme l’un des plus conséquents à l’échelle mondiale. Il obtient en effet plus de 200 milliards d’euros de cotisations annuelles : en moyenne, un Français dépense plus de 3000 euros par an en produits d’assurance.

Historique des évènements

Pour pallier le fléau économique qu’est la pandémie du COVID -19, la Fédération Française de l’Assurance (FFA) a su qu’il fallait rassurer. Dès le 23 mars, soit une semaine après le début du premier confinement, un communiqué de presse de la FFA stipule qu’une aide de 200 millions d’euros pour l’entièreté du secteur serait lancée, plus particulièrement pour les PME et TPE dont on sait qu’ils devraient déposer le bilan en cas de prolongement du confinement.

Cependant, très rapidement la situation s’est envenimée. Dès juin, les assureurs affirment que le terme « perte d’exploitation sans dommages » ne s’applique pas aux cas de pandémie et qu’ils ne couvriront pas les frais relatifs au covid-19. Suite à cela, le gouvernement se saisit de l’affaire et annonce un plan d’aide aux assurances et reverse 400 millions d’euros au fonds de solidarité. Les assureurs sont alors revenus sur leurs mots immédiatement.

L'été ne fut pas simple non plus pour les assurances. Pour la troisième année consécutive, la sécheresse a frappé les agriculteurs qu'il a fallu, une nouvelle fois, rembourser à hauteur de leurs pertes. D'après la caisse centrale de réassurance (CCR), cela aurait représenté 750 à 900 millions de pertes pour le secteur de l'assurance.

De plus, depuis la rentrée, les assureurs tirent la sonnette d'alarme et les médias s'emparent du fiasco général du re-confinement. Des affaires comme celle de Jean-François Piège, restaurateur étoilé de la région parisienne, dont l'assureur, AXA Banque, a mystérieusement résilié le contrat d'assurance, génèrent une colère générale des Français.

Finalement, dans la volonté d'engager le dialogue, ce 1^{er} décembre s'est tenu une réunion à l'Assemblée en compagnie des présidents de grandes firmes de l'assurance (AXA, HSBC, etc...). Cette réunion a été le théâtre d'un bras de fer entre le ministre des Finances et de l'Économie : Bruno Le Maire, qui menaçait le secteur d'une taxe de plus d'1,2 milliards d'euros si les assureurs continuaient à résilier des contrats d'assurance de manière trop conséquente, et le président directeur général d'AXA Banque qui a qualifié cet acte de « *chantage scandaleux* ».

Quelles solutions s'offrent à l'assurance ?

Le gouvernement et la Fédération Française de l'Assurance (FFA) restent clairs vis-à-vis du fléau de la pandémie : la transparence est la clé.

En effet, depuis 2015 les Français s'assurent de moins en moins par manque de confiance envers les assureurs (en moyenne 200 euros de moins en produits d'assurance par tête). Cet épisode de pandémie mondiale et le fiasco médiatique qui s'en est suivi n'aidera pas la réputation des assureurs à s'améliorer.

De plus, le gouvernement français s'est engagé à rediscuter des accords faits avec les assureurs en temps de pandémie dès Janvier 2021 et souhaite renflouer une dernière fois le fonds de solidarité pour espérer déclarer la fin de la guerre entre assureurs et particuliers.